



Karim Ghellab, ex-ministre istiqlalien du Transport et de l'Équipement.

CE QUI FAIT COURIR LE GHELLAB NOUVEAU ...

P9



Dix-septième année N°743 vendredi 29 septembre 2023 - 8 DH -

Directeur de la publication Abdellah Chankou

Moudawana

Le roi lance la réforme

P7



Spoliation foncière à Settat

Faux témoins et vrais escrocs

P8

Confus **DE CANARD**

Une armée du cœur

P2



La maire RNI a fait l'unanimité contre elle.

P6

Mairie de Rabat

Bye bye Aghlalou

Abdelmadjid Tebboune

Je suis un génie flottant



Reportage

Sur la route du séisme

SOUS LES DÉCOMBRES, L'ESPOIR ...

P10

Benkirane considère que le séisme du Maroc est une punition divine !

Et le terrible séisme politique qui a frappé ton foutu parti c'est pour punir quel péché ?





Confus de CANARD



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

Une armée du cœur

Outre l'élan extraordinaire de solidarité nationale et internationale avec les sinistrés, le séisme qui a durement frappé les villages Haut-Atlas occidental a révélé au grand jour un autre motif de la fierté nationale : Les FAR. Dans cette situation d'urgence humanitaire, l'armée avec ses différentes divisions (terre et air) a été, aux côtés d'autres acteurs comme le ministère de l'Intérieur, la gendarmerie, la protection civile et les ONG, d'un soutien considérable aux populations touchées. Rapidité du déploiement de contingents militaires sur le terrain, participation efficace aux secours et acheminement des aides jusqu'aux zones enclavées. Et last but not least, la mise en place d'hôpitaux de campagne médico-chirurgical, -à l'image de ceux déployés chaque hiver dans les régions en proie aux intempéries- pour soigner les blessés.

On a pu ainsi voir dans une vidéo un responsable militaire faire la tournée des villages affectés par le séisme pour s'enquérir de la situation des rescapés et s'assurer qu'ils ne manquaient de rien tout en les exhortant à ne pas hésiter à lui faire parvenir leurs besoins.

Acteur majeur qui assure et visage engageant qui rassure, les FAR ont montré en cette douloureuse circonstance, avec un sens élevé de la responsabilité, qu'elles sont réellement porteuses des intérêts de la nation dans l'accomplissement de leurs missions.

L'institution militaire nationale a développé au fil des années un savoir-faire marocain en matière des situations d'urgence humanitaire. Dans ce domaine de forte exigence, les FAR sont une machine réactive et bien rodée, rayonnant au-delà du pays, qui a fait ses preuves sur de nombreux théâtres de conflits internationaux.

Renforcés par des contingents de jeunes appelés depuis la réinstauration en 2018 du service militaire obligatoire,

les FAR sont connues pour être une armée de paix fondée historiquement sur une tradition solide de coopération militaire et une expérience internationale au long cours. Ce n'est pas une armée d'opérette comme il en existe dans certains pays de la région dont les dirigeants se couvrent de ridicule en faisant le fanfaron. Armée de métier professionnalisée et mobilisée pour défendre l'intégrité territoriale du Royaume face aux menaces qui guettent notamment sur les frontières Sud et Est, les FAR disposent d'une expertise remarquable accumulée au fil de leurs participations aux opérations de maintien de paix dans les zones

Acteur majeur qui assure et visage engageant qui rassure, les FAR ont montré en cette douloureuse circonstance, avec un sens élevé de la responsabilité, qu'elles sont réellement porteuses des intérêts de la nation dans l'accomplissement de leurs missions.

de conflit. La contribution du Maroc dans ce domaine n'est pas récente. Depuis son adhésion à l'ONU en 1956, Rabat a toujours répondu présent pour contribuer à la stabilité des territoires en guerre en répondant de manière favorable « aux appels de la communauté internationale pour soutenir les efforts de paix ». Depuis plus de 50 ans, 11 hôpitaux chirurgicaux de campagne ont été déployés par les contingents marocains dans des territoires en proie à la guerre. Ces structures de soins, dotés de nombreuses spécialités, ont réalisé plus de 500.000 interventions médicales en

faveur des civils blessés alors que plus de 63 000 Casques bleus marocains se sont engagés dans les opérations onusiennes. Les premiers contingents des FAR ont été déployés en juillet 1960 au Congo dans le cadre de l'Organisation des Nations unies au Congo (ONUC), chargés de réunifier le pays après la tentative de sécession de la province du Katanga.

En 1989, le Maroc répond encore présent et dépêche en Angola 15 soldats et 11 policiers pour coordonner les actions sur le terrain de la Mission de vérification des Nations unies (UNAVEM I). Entre 1992 et 1994, les FAR engagent 1 430 soldats, policiers et observateurs au sein de l'Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM I). Mission : veiller au respect du cessez-le-feu, sécuriser les parcours d'acheminement de l'aide et protéger le personnel de l'ONU.

Le Maroc était également impliqué dans la deuxième opération en Somalie (ONUSOM II) en 1994. En Afrique de l'Ouest, le commandement des FAR a dépêché 734 militaires en 2004 en Côte d'Ivoire, lors de la crise postélectorale dans le cadre de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). En République démocratique du Congo (RDC), dès 1999, le Royaume participe à la mission des Nations Unies au Congo (MONUC), avec 750 soldats, 4 officiers d'état-major et 4 policiers chargés de veiller principalement au respect du cessez-le-feu entre les belligérants. Parallèlement à cette mission, le contingent marocain a installé sur place un hôpital de campagne géré par 51 médecins militaires. Qui dit mieux ? En fait, très peu de pays dans la région, voire dans le monde peuvent se prévaloir d'un palmarès aussi riche en matière des opérations de maintien de paix et de soins apportées aux populations meurtries par la guerre. ▀

Côté **BASSE-COUR**



Maroc Telecom à fond (s) avec les zones affectées

Suite à l'appel Royal pour venir en aide aux zones touchées par le séisme, Maroc Telecom a annoncé vendredi 22 septembre sa participation pour un montant de 700 millions de dirhams au Fonds spécial pour la gestion des conséquences désastreuses du tremblement de terre qui a durement frappé plusieurs provinces du Haut-Atlas. Cet engagement financier, qui s'inscrit dans le cadre de la reconstruction et de la réhabilitation des zones sinistrées, vient s'ajouter aux différentes actions de secours menées sur place par les équipes du leader national des télécoms au profit des populations meurtries. Le personnel du groupe s'est mobilisé dès les premières heures ayant suivi le sinistre par la mise en place rapide d'un dispositif spécial afin d'assurer la continuité des services et rétablir le réseau de communication dans les contrées affectées. A rappeler que Maroc Telecom s'est mobilisé dès le lundi 11 septembre dans la



Un dispositif de télécommunication mobile déployé par Maroc Telecom dans les zones sinistrées.

campagne de solidarité avec les sinistrés en créant un numéro spécial, 2323 pour que les ses abonnés puissent envoyer via SMS leurs dons de 10 DH.

Akhannouch auprès des sinistrés



Aziz Akhannouch sur les lieux du séisme à Asni.

Le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, s'est rendu samedi 23 septembre, dans certaines régions touchées par le séisme qui a frappé le Haut-Atlas oc-

cidental dans la nuit du vendredi 8 septembre 2023. M. Akhannouch, s'est déplacé dans quelques douars relevant de la commune rurale d'Asni et de Ouirgane dont il a rencontré un groupe de sinistrés et où il constaté de visu les dégâts causés par le séisme à nombre de constructions.

Le programme de reconstruction des régions sinistrées a fait l'objet d'une réunion de la commission interministérielle, la quatrième du genre depuis la survenue de cette tragédie, présidée lundi 25 septembre par M. Akhannouch. A cette occasion, ce dernier a annoncé la création d'une agence dédiée à ce méga-chantier dont les travaux de reconstruction seront financés par le Fonds spécial qui a récolté plus de 10 milliards de DH de dons dont 600 millions de DH émanant du groupe Akwa de M. Akhannouch.

La CNSS signe un gros chèque

Sous la présidence de la ministre de l'Économie et des Finances Nadia Fettah Alaoui, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a tenu, le vendredi 22 septembre 2023, sa réunion du Conseil d'Administration consacré au séisme qui a touché plusieurs régions du Haut-Atlas.

A cette occasion, la ministre a rappelé les hautes directives royales en vue de la mobilisation des moyens nécessaires pour apporter le soutien et l'assistance aux familles affectées par cette catastrophe naturelle tout en se félicitant du programme de reconstruction des zones sinistrées incluant également un dispositif aussi bien de mise à niveau des infrastructures endommagées que de promotion des initiatives de développement local au profit des habitants. A cet effet, la Caisse a décidé, à l'unanimité de ses trois composantes (gouvernement, représentants des employeurs et



Sécurité sociale et solidarité nationale...

les représentants des salariés) de verser un don de 500 millions de DH au « Fonds Spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre » qui a touché le Maroc.

La CDG, engagée et solidaire

En réponse à l'effort de solidarité nationale décrété par le souverain suite au séisme qui a frappé le Maroc dans la soirée du vendredi 8 septembre 2023, le groupe CDG s'est engagé à contribuer à hauteur de 500 millions de DH au « Fonds Spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre » pour soutenir les populations touchées et participer activement à la reconstruction, sur le long terme, des zones sinistrées. Cette contribution financière, ainsi que les 10 millions de DH versés à la Fondation Mohamed V pour la Solidarité par le CDG, est en ligne avec sa vocation d'institution responsable et d'acteur public plei-



Khalid Safir directeur général de la CDG.

nement engagée dans le développement socio-économique du royaume.

Les collaborateurs de la CDG, qui ont également décidé de se montrer solidaires en offrant une partie de leurs salaires aux sinistrés, se sont mobilisés de manière volontaire sur le terrain aux côtés d'associations locales partenaires. Dans ce cadre, une opération de dons en nature (matériels / équipements) a été initiée au profit des populations sur les bases des besoins identifiés par les autorités locales. Une autre action concerne l'acquisition et la livraison de tables, chaises, tableaux, blocs sanitaires mobiles et extincteurs aux établissements scolaires provisoires qui ont été mis en place par les autorités dans les localités affectées par le séisme.



Côté BASSE-COUR



Séisme d'El Haouz Benkirane tombe très bas

Il ne faut pas trop se secouer ! Le terrible séisme qui a frappé une partie du Haut-Atlas vendredi 8 septembre est une punition divine. Parole de Abdelilah Benkirane ! Le revenant revenu à la tête du PJD après être revenu de tout et de rien en mettant fin à retraite politique et pas à sa pension de près de 90.000 DH, tous avantages compris, n'y est pas allé par monts et vallées. Pendant que la mobilisation, royale, citoyenne, gouvernementale associative, battait son plein pour venir en aide aux rescapés du séisme et en gérer les conséquences désastreuses, Benkirane a gratifié le pays d'une contribution lumineuse en sortant de sa gandoura une explication aussi tortueuse que le chemin qui avait mené en 2011 les islamistes au pouvoir où ils ont péché tranquillement pendant 10 ans par excès d'incompétence et de populisme... « La question qui se pose ne concerne pas seulement les erreurs individuelles, mais il s'agit aussi de péchés d'un point de vue politique, que l'on trouve dans la vie politique en général, les élections, les responsabilités et la gestion publique », décrète un communiqué frappant de la direction du parti. Les sismologues et autres géologues n'ont qu'à aller se rhabiller, ce sont Benkirane et ses ouailles qui détiennent la



Pour le PJD, le séisme est un châtement divin!

science (sismique) confuse, à moins que Benkirane, dans son extrême délire, ne se considère comme le nouvel homme inspiré par Allah!

Les propos hallucinants de Benkirane rappellent ceux commis en avril 2012 par son ex-ministre de la Justice, un certain Mustapha Ramid, au tout début de sa prise de ses fonctions : « Des touristes originaires de plusieurs continents viennent à Marrakech pour passer beaucoup de temps à commettre des péchés et s'éloigner de Dieu ». A cause de sa déclaration délirante, l'auteur qui s'est depuis un peu assagi avait essuyé à l'époque une volée de bois vert. En proie à une profonde crise existentielle aggravée par une indigente financière étouffante depuis sa punition par les urnes en 2021 qui a entraîné la démission de nombre de ses figures, le PJD, expédié à l'opposition, ne sait plus où il habite. Benkirane et les quelques fidèles encore à sa dévotion font figure de survivants du pire séisme politique qu'un parti politique marocain ait jamais subi. Criblée de fissures, la maison PJD ne cesse depuis de vaciller sous les répliques de cette catastrophe électorale qui, il faut le reconnaître, a profondément traumatisé Benkirane et ses rares partisans.

Pauvres sans-abris politiques !



Ça parle plus arabe que gaulois en France (17)

Selon Jean Pruvost, lexicologue, le vocabulaire français serait composé d'environ 500 mots d'origine arabe, voire plus, soit 350 de plus que les mots gaulois qui ne seraient que 150 ! Ci-dessous une liste non exhaustive de mots d'origine arabe commençant par la lettre I : Islam : اسلام, en arabe, littéralement « soumission ». À l'époque antique, les populations berbères du Maroc ont développé une mythologie et des croyances propres. Les infimes restes de cette culture amazighe persistent encore dans les îles Canaries et témoignent des réalités berbères disparues du continent. Le Maroc a également connu une présence romaine comme l'atteste Volubilis, Zilil (Assilah), Lixus (Larache), Melilla, Sala Colonia, Septem (Sebta en arabe, Ceuta en espagnol), Tamuda (Tétouan), Tingis (Tanger)... Le Maroc a été concerné par l'introduction du christianisme à cette époque romaine. L'Islam a été introduit au Maroc pour la première fois en 698 après Jésus-Christ par les Omeyyades de Damas. Certaines tribus berbères s'allient vite aux Syriens, par soif de conquêtes. Ils envahissent l'Espagne sous la direction du Berbère Tarik Ben Ziyad de la tribu des Inefzawen. Le mépris des populations Amazighs par les envahisseurs Arabes a provoqué la Grande révolte berbère qui ébranle tout le

Maghreb et provoque le massacre des Arabes au Maroc. En 1035 une dynastie berbère constitua du XI au XII siècle une confédération tribale, les Almoravides, puis un empire englobant l'actuel Maroc, la Mauritanie, le Sud de l'Espagne (Andalousie) et du Portugal (l'actuelle région d'Algarve ; mauvaise prononciation d'Algharbe, المغرب ouest en arabe), le nord de l'actuel Mali et une partie de l'actuelle Algérie. Les Almoravides prirent Tlemcen et Alger en 1082 par le conquérant Youssef Ibn Tachafine qui va même jusqu'à bâtir un lieu de culte sunnite de rite malékite, la grande mosquée d'Alger. Les Almoravides bâtirent cette mosquée en partie sur les ruines d'une ancienne basilique chrétienne et une partie des substructions repose sur une portion de l'ancien rempart romain. Faisant partie de la casbah d'Alger, cette mosquée est classée avec cet ensemble au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO depuis 1992. En 1086, Youssef Ben Tachafine fut invité par les Arabes d'Espagne pour les aider contre le roi Alphonse VI de Castille. Débarqué le 30 juin, Ben Tachafine infligea le 23 octobre une sévère défaite à Alphonse VI à Sagrajas (Zalaqa en arabe), non loin de Badajoz. Il rentra ensuite en Afrique à la suite de la mort de son fils, avant d'être rappelé en 1089. Voyant que les Arabes d'Espagne complotaient

contre lui, appuyé par les dignitaires religieux locaux, il conquiert pour le compte des Almoravides toute l'Andalousie, malgré son échec relatif face aux chrétiens menés par le Cid, Valence restant occupée de 1094 jusqu'en 1102 par ce dernier. C'est l'apogée des Almoravides. Youssef Ibn Tachafine serait décédé centenaire, dit-on, en l'an 1106 après Jésus-Christ. Son fils Ali lui succéda. Il agrandit et consolida l'empire en battant à plusieurs reprises les Espagnols du nord, mais se heurta à la résistance des princes chrétiens et à l'agitation de ses opposants... Ces adversaires des Almoravides sont des intégristes qui prêchent la guerre sainte contre le rite malékite. Ils se présentent comme les « unificateurs » de l'Islam (Almohades en arabe). En 1142, quand Ali Ben Youssef mourut, l'agitation de ses opposants Almohades était à son comble. Les 4 derniers rois Almoravides se succédèrent ensuite, mais ce ne fut que symbolique. La prise de Marrakech par les Almohades en 1147 mit fin à l'empire des Almoravides. ▶ (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com
Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Terres Soulaluyates Le rappel à l'ordre du ministère de l'Intérieur



La loi 62-17 relative aux terres collectives toujours aussi convoitée par la mafia foncière appartenant à la communauté « Soulaluyates » connaît certaines dérives quant à son application. Les contrats de vente continuent à être rédigés chez les avocats et les écrivains publics avec légalisation des signatures auprès des collectivités territoriales. Or, l'article 4 du Dahir relatif au code des droits réels, visant à protéger ces terres d'éventuelles opérations, frauduleuses élevées au rang de sport national, interdit formellement cette pratique, stipulant que « la signature de l'avocat qui a dressé l'acte doit être homologuée par le secrétaire greffier en chef du tribunal de première instance dans le ressort duquel l'avocat exerce ». D'où le dernier rappel à l'ordre du ministère de l'intérieur sous forme d'une note adressée aux walis et gouverneurs, indiquant que les transactions autour des terres collectives conclues dans les conditions celles que celles prévues de l'article 4 sont nulles et non avenues. Dans cette note, le ministère leur a demandé de sensibiliser les présidents des communes à cette affaire pour interdire aux préposés au service des légalisations de signatures de procéder à la légalisation des contrats des terres collectives. Sinon, ils s'exposent aux sanctions prévues par la loi. Foncièrement dangereux !

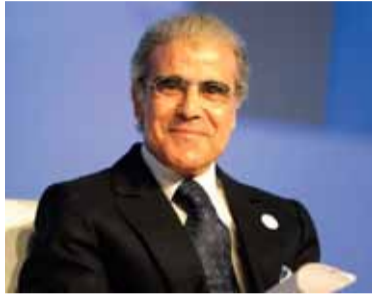
Côté BASSE-COUR



Bank Al Maghrib maintient le statu quo...

Le Conseil de Bank Al-Maghrib (BAM) a fait connaître mardi 26 septembre sa décision de maintenir inchangé le taux directeur à 3%, à l'issue d'une réunion très attendue. Celle-ci intervient en effet dans un contexte économique marqué par l'incertitude liée à l'évolution de la conjoncture internationale et aux derniers événements nationaux, notamment le tremblement de terre qui a durement frappé le pays.

Après une évaluation minutieuse de l'ensemble des données économiques, le Conseil de Bank Al-Maghrib a donc fait le choix de maintenir le taux directeur à



Abdellatif Jouahri.

son niveau actuel. Selon ses auteurs, cette décision vise à soutenir la stabilité économique et à faire face aux défis posés par les contraintes de la conjoncture actuelle.

Selon le communiqué du Conseil de BAM, la stabilité du taux directeur sera maintenue jusqu'à ce que des données plus précises

sur l'impact du récent séisme sur l'économie nationale et les mesures de relance mises en place par les parties prenantes soient disponibles.

Le visa aux Français !



La France accusée de multiplier les restrictions...

Depuis samedi 23 septembre, un hashtag agite les réseaux sociaux et affole les compteurs des tendances de X (anciennement Twitter) : #Apply_the_visa_to_France, une campagne lancée par un groupe de citoyens marocains appelant à appliquer la réciprocité du régime de visas en vigueur entre les deux pays dont les relations sont loin d'être au beau fixe. L'engouement monstre suscité par cette campagne

en ligne met en lumière l'exaspération de nombreux Marocains face aux diverses restrictions dans l'obtention auprès des autorités consulaires françaises d'un visa Schengen souvent refusé sous divers prétextes. Sans compter la quasi-impossibilité de décrocher depuis plusieurs mois un rendez-vous pour le dépôt du dossier auprès des centres de TLS Contact notamment à Casablanca et Rabat. Les rendez-vous ne sont disponibles qu'au marché noir contrôlé par des réseaux opaques d'intermédiaires et se négocient entre 2500 et 3.000 DH, voire plus, selon l'urgence du dossier. Résultat : Plusieurs candidats, issus souvent de l'élite du pays, s'en trouvent pénalisés. C'est le cas entre autres des étudiants qui n'ont pas pu se rendre cette année en France faute de visa alors même qu'ils disposent d'une inscription universitaire en bonne et due forme! La revendication des internautes d'instaurer un visa aux citoyens français a-t-elle une chance d'aboutir sachant que les visiteurs français représentent presque 30% des flux touristiques accueillis par le Maroc ? Les responsables marocains sont-ils prêts à cracher sur un marché aussi important pour un secteur, gros pourvoyeur d'emplois et de devises et qui fait vivre plusieurs centaines de milliers de familles ?

Résultats à fin juin 2023

Akdital pète la forme

Côté résultats du 2ème trimestre 2023, Akdital affiche une santé financière éclatante. C'est ce qui ressort des différents indicateurs présentés lors de la conférence de presse donnée le jeudi 21 septembre à Casablanca par le top management, Rochdi Talib et ses collaborateurs.

Le chiffre d'affaires a atteint 828 millions de dirhams (MDH) à fin juin 2023, en hausse de 84% comparativement à la même période un an auparavant. Cette performance est principale-



Rochdi Talib lors de la conférence de presse.

Le RNI se débarrasse de son encombrante maire de Rabat

j'espère que je vais bénéficier du fonds d'aide aux sinistrés politiques



Boudali

ment redevable aux établissements historiques du groupe, qui ont démarré leurs activités en 2021 mais aussi au bon comportement des entités ouvertes en 2022 et 2023, a expliqué Tarik Chaoui, directeur administratif et financier. Le résultat net consolidé a enregistré, pour sa part, une envolée spectaculaire : 75 millions de dirhams (MDH) au premier semestre 2023, en progression de 163% par rapport à la même période de l'année précédente. Quant à l'Ebitda a plus que doublé, passant de 105 millions de DH au premier semestre 2022 à 214 millions de DH un an plus tard. Cette a propulsé la marge Ebitda du groupe à un niveau jugé très satisfaisant, représentant plus de 15% du chiffre d'affaires. Le leader de la santé privée au Maroc, coté en bourse depuis 2022, a multiplié les ouvertures de cliniques nouvelle génération. A fin 2024, le groupe affichera 29 établissements de soins au compteur dans 15 villes marocaines, soit une capacité litière de 3.000 lits. Fort de son expertise, de sa réputation et de ses résultats exceptionnels, Akdital ambitionne de partir à l'international, notamment en Afrique subsaharienne où il compte reproduire son modèle de management efficace et porteur.



Le Maigret du CANARD



Football

Le Maroc décroche l'organisation de la CAN 2025

Le Maroc a été désigné pour accueillir la Coupe d'Afrique des nations 2025, a annoncé la Confédération africaine de football, mercredi 27 septembre. Cette annonce n'était pas vraiment une surprise. La Fédération marocaine de football a salué une « nouvelle enthousiasmante » sur X (ex-Twitter) ajoutant : « préparez-vous à un tournoi inoubliable ». L'édition 2025 se déroulera donc en terre marocaine. C'est la deuxième fois que le royaume, qui a montré à plusieurs reprises sa capacité à accueillir de grands événements sportifs, abrite cette compétition continentale, après l'avoir organisé pour la première fois en 1988.

Les autres candidats à l'organisation de l'édition 2025 (l'Algérie, la Zambie et une candidature conjointe du Bénin et du Nigeria) ont tous accepté de se retirer, ce qui a laissé le Maroc comme seul candidat. Ce qui constitue un atout pour la candidature du Maroc avec l'Espagne et le Portugal à l'organisation de la



Le président de la FRMF Fouzi Lekjaa.

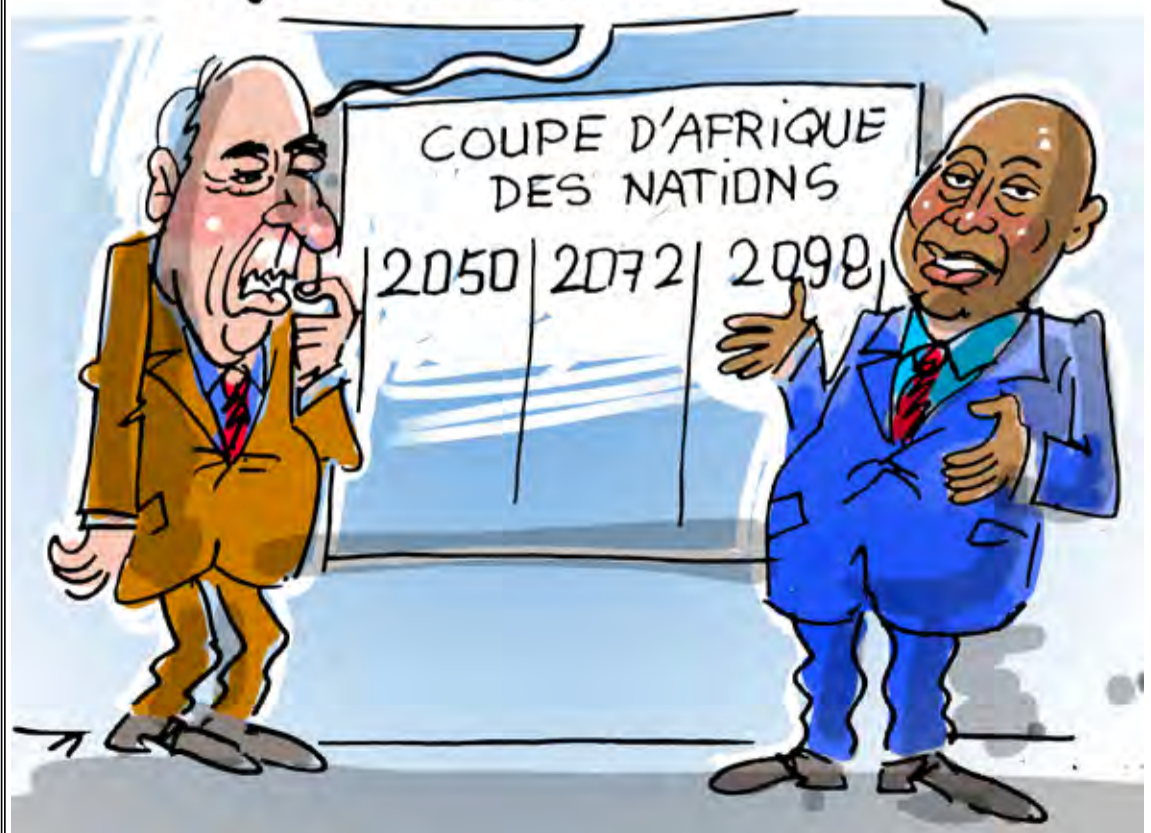
Coupe du Monde en 2030.

La CAN 2027 a été attribuée à une candidature conjointe du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda. L'événement phare du football africain sera organisé en Afrique de l'Est pour la première fois depuis 1976, édition organisée en Éthiopie et remportée par le Maroc.

CAN 2025 : L'Algérie hors jeu et éliminée

Choisis la date qui te convient..

c'est gentil, mais je ne sais pas si je serais encore là...



Mairie de Rabat

Bye bye Aghlalou



La maire RNI a fait l'unanimité contre elle.

Asmae Aghlalou n'est plus maire de Rabat. Ainsi en a décidé le Parti du Rassemblement National des Indépendants (RNI) qui a réuni mardi 26 septembre son Bureau politique sous la présidence de son leader Aziz Akhannouch. Après l'avoir rappelé sereinement qu'elle était élue et non nommée, le président du parti a invité l'intéressée, qui était présente, à choisir entre travailler en concertation avec les élus de la majorité ou déposer sa démission. Ce qui ne lui a visiblement pas plu. Tout se passe comme si Aghlalou était autonomisée et qu'elle n'était concernée en rien par les consignes du parti ni de son chef. Tirant les conséquences de l'attitude de la maire, M. Akhannouch a donné séance tenante son accord pour la destitution de l'intéressée en lançant : Tournez la page !, en guise de feu vert aux présidents des arrondissements et des conseillers du parti de la capitale pour initier l'action de destitution largement acquise. Exaspérés par le comportement de leur maire, ces derniers demandent sa tête depuis plusieurs mois. Et voilà qu'ils obtiennent gain de cause...

Asmae Aghlalou, qui a manifestement atteint son seuil de Peter, a brûlé tous ses vaisseaux en entrant en conflit ouvert avec son propre camp qui l'a accusé de gestion « autocratique » des affaires de la ville et d'absence de communication et de coordination. Tout à ses incartades, l'élue révoquée a même réussi à se mettre à dos l'autorité locale.

C'est la première qu'un parti révoque de cette façon un de ses dirigeants communaux. D'habitude, le président du conseil municipal perd la majorité suite à sa destitution par les membres selon la fameuse règle des 2/3 du conseil. Sans que le problème ne fasse l'objet d'une réunion des instances dirigeantes du parti.

L'affaire Aghlalou n'est pas hélas un cas isolé. Le RNI a donné des signes de fragilité communale dans plusieurs collectivités. A commencer par Casablanca à la tête laquelle officie avec les dégâts que l'on sait Nabila Rmili qui n'est appréciée ni par l'autorité ni par une partie des conseillers de son propre camp... L'heure des comptes a-t-elle sonné pour le Rassemblement ?



Le Maigret du CANARD



Révision de la Moudawana

Le souverain confie le dossier au gouvernement

Le roi Mohammed VI a adressé mardi 26 septembre 2023 une lettre au chef du gouvernement où il lui confie la charge de la révision du code de la Famille Moudawana, conformément à « la décision royale annoncée par SM le Roi dans le discours du Trône de l'année 2022 » qui traduit la Haute sollicitude que le Souverain ne cesse d'accorder à la promotion des questions de la femme et de la famille en général ». Le communiqué du cabinet royal, insiste sur « le pilotage de la préparation de cette importante réforme, de manière collective et collégiale », un dossier confié « au ministère de la Justice, au



Droits de la femme: Une sollicitude royale constante.

Conseil supérieur du pouvoir judiciaire et à la présidence du ministère public et ce, au

vu de la centralité des dimensions juridiques et judiciaires de cette question ». Le gou-

vernement s'est vu accorder un délai de pas plus de 6 mois pour finaliser ce chantier et soumettre à la haute appréciation royale « les propositions d'amendements qui vont émaner de ces larges consultations participatives ». La première réforme de la Moudawana sous le règne de Mohammed VI remonte à 2004 et elle le chantier de la révision était confiée à l'ex-leader de l'Istiqlal feu M'hamed Boucetta. Or, le nouveau dispositif a montré sur le terrain de la pratique des limites juridiques qui sont contraignantes pour la femme et ne lui permettent pas d'accéder pleinement à ses droits. Sans compter les différentes formes de discri-

mination qu'elle continue à subir du fait des mentalités et de la fragilité de sa condition socio-économique. Le code de la famille est un sujet très épineux où s'imbriquent les aspects religieux, juridiques et sociaux. C'est sur ce terrain essentiellement que les conservateurs et les progressistes s'affrontent régulièrement en affûtant leurs arguments. Au rang des aspects qui divisent les deux camps figurent les questions délicates du partage de l'héritage et de l'avortement. Dans un pays où le poids des conservatismes n'est pas négligeable, la future réforme répondra-t-elle aux revendications des femmes et des associations de défense de leurs droits ?

LE TALENT NE DEMANDE QU'À BRILLER.

#FAIREGAGNERLESPORT



FAIRE GAGNER LE SPORT

-18 JOUONS RESPONSABLE



Le Maigret du CANARD



Spoliation foncière à Settat

Faux témoins et vrais escrocs

La mafia de spoliation foncière qui sévit depuis des années à Settat, appuyé par un réseau de complicités locales, est en train de vivre ses derniers jours. Avant de se faire expédier à l'ombre pour de longues années.

LAÏLA LAMRANI

Au gré de l'instruction judiciaire et de plusieurs audiences, cette vaste entreprise d'escroquerie foncière, impliquant un ancien conseiller à la deuxième, ses enfants et un groupe d'élus communaux (Lire le Canard Libéré n. XXXXX), a révélé début septembre une autre scandale d'achat de pseudo témoignages commandités par les chefs de cette bande mafieuse. Suite à une plainte déposée par la victime de ce vol, ces professionnels de la parjure, qui monnaient leur faux serments en vendant au plus offrant, ont été poursuivis sur ordre du procureur du tribunal correctionnel de Settat pour production de faux témoignages tandis que leurs parrains doivent répondre de l'accusation de subornation de témoins. L'instruction préliminaire du dossier a démarré le mercredi 13 septembre et concerne pas moins de 18 mis en cause dont font partie certaines notabilités locales soupçonnées de complicité avec les spoliateurs en chef.

Tout a commencé lorsque Saïd Abdelhakim, Marocain de France où il occupe un poste important au sein du CNRS, découvre en 2018 que le terrain agricole familial, d'une superficie de deux hectares situé à douar Oulad Boukkallou Mzanza, est indûment exploité par des étrangers. Ces derniers ont chassé le gardien du domaine après l'avoir menacé de mort et entrepris son exploitation en toute illégalité.

Au nom des siens qu'il représente dans ce qui allait virer à une bataille judiciaire complexe qui traîne en longueur, il décide d'affronter une bande de malfaiteurs sans foi ni loi qui usent et abusent de leur statut de notabilités pour tout se permettre. Chercheur au Centre national des recherches scientifiques à Orsay en France, Saïd Abdelhakim se voit dès lors contraint de se rendre régulièrement au Maroc pour défendre la terre de ses ancêtres contre la spoliation dont elle est la cible. «Je suis décidé à aller jusqu'au bout pour protéger le patrimoine familial contre les rapaces. Nous en sommes les héritiers légaux depuis le décès de notre père en 2015, nous avons continué à exploiter cette terre sans

problème jusqu'à novembre 2018 car c'est la terre de nos ancêtres, c'est nos racines » expliquait alors au Canard M. Abdelhakim qui avait adressé une lettre au souverain où il raconte l'histoire de l'escroquerie par le menu en dénonçant ses différents protagonistes.

Le bien appartient bel et bien à la famille en question, preuves et titres de propriété à l'appui.

Ces preuves indiquent son enregistrement depuis 1996 sous le statut de terre collective ethnique IC 95 et son intégration en 2017 dans la terre collective ethnique Oulad Taleb sous le titre T.79618/1. Sans oublier une attestation administrative datant de 2013, résultat d'une enquête menée par le directeur des Affaires rurales, où Miloudi Lahmar, qui possède une parcelle contiguë au terrain objet du litige, affirme que ses voisins sont bel et bien la famille Saïd et non Farihi qui prétend en être le vrai propriétaire. Comment ce dernier peut-il s'approprier quelque chose qui ne lui appartient pas ? Les victimes dénoncent, documents présentés comme illégaux à l'appui (une sorte de titre d'exploitation), une organisation mafieuse dirigée par M. H, le représentant (Naïb) de la Jemaâ (Conseil) des terres collectives qui a distribué frauduleusement quelque 18 hectares à un groupe de six individus parmi lesquels figurent son propre fils, deux enfants de son adjoint et deux autres rejetons d'un conseiller à la deuxième Chambre D.Y.A.

Moyens frauduleux

Les fils de l'élu, qui entre temps perd les élections et partant son influence, sont soupçonnés de jouer le rôle de faux témoins en faveur de S.F dans sa tentative de spoliation de la terre de Mzanza.

Tout à sa générosité, ce représentant magnifique, n'a pas oublié sa propre personne puisqu'il s'est offert une petite parcelle de 6 hectares ! Les bénéficiaires, qui ont obtenu chacun une superficie de 3 hectares, sont tous présentés, visiblement de manière indue, comme étant des ayants droit de la Jemaâ des terres collectives de Oulad Taleb par les documents en question qui ont en commun d'avoir été tous établis le 28 décembre 2013 !



Saïd Abdelhakim, le Marocain de France victime de la spoliation de son terrain.

Pour arriver à leurs fins, les usurpateurs usent de tous les moyens frauduleux possibles et imaginables : la violence, les intimidations, la production de faux témoins et faux et usage de faux. Toute la panoplie du parfait spoliateur est déployée. Première action, une plainte pour spoliation est déposée contre S.F le 24 décembre 2019 auprès du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Settat. Toutes les audiences programmées, celles du 11 mars, 15 avril, 24 juin, 23 septembre et 11 novembre, seront reportées les unes après les autres.

« Au total 5 reports car mes adversaires ont toujours une raison pour reporter surtout que les témoins de la partie adverse ne viennent pas ». Cela signifie pour le plaignant un voyage à chaque audience. Un vrai casse-tête. Les spoliateurs présumés misent justement sur la lassitude de leur victime et son usure y compris sur le plan financier pour lui faire lâcher prise et réussir leur entreprise d'escroquerie. Ce serait sans compter avec la combativité de Saïd Abdelhakim qui était prêt à mettre toutes économies pour récupérer la terre de ses ancêtres.

Forts d'un certain sentiment d'impunité que leur confère aussi leur assise financière, ces malfrats utilisent impitoyablement ce pouvoir contre leurs victimes. Si celles-ci ont les moyens de résister à la stratégie des menaces, de l'intimidation et voire des agressions physiques,

les spoliateurs et leurs complices passent à l'étape de la falsification des titres de propriété et l'achat de faux témoignages. Beaucoup de victimes finissent par abandonner, épuisées par des procédures judiciaires épuisantes, longues et coûteuses. Les voleurs en profitent pour mettre la main sur le bien convoité. Même lorsque la justice rétablit la victime dans ses droits, elle doit recourir à une juridiction spécialisée pour faire annuler les papiers falsifiés. Un vrai parcours de combattant qui a de quoi décourager les plus déterminés... Pad Saïd Abdelhakim qui s'est dit, lui, prêt à défendre jusqu'au bout la terre de ses ancêtres contre toutes les convoitises malsaines et illégales. «Je compte poursuivre le combat même si je risque pour cela d'aller en prison», lâche-t-il, plus décidé que jamais.

Non, Saïd Abdelhakim, fort de son droit et de sa détermination, n'ira pas en prison et ce sont les prédateurs du foncier de Settat qui s'y approchent. Ces derniers sont dans de mauvais draps après que la décision du juge d'instruction de leur retirer leur passeport et de les poursuivre en état de liberté contre une caution de 20.000 DH.

Lors de leur interrogatoire où ils se sont rétractés, les faux témoins ont raconté qu'ils faisaient de fausses dépositions sous la dictée et la menace de l'ex-conseiller à la deuxième Chambre et de ses complices. ▀

Le Maigret du CANARD



Ce qui fait courir le Ghellab nouveau ...

Fort de ses appuis politiques, l'ex-ministre istiglalien du transport et de l'Équipement s'est recyclé dans le business juteux du siphonnage des fonds publics...

SALIHA TOUMI

Au gré de ses pérégrinations citadines et champêtres, le Canard a retrouvé par hasard au lendemain du séisme du 8 septembre la trace de Karim Ghellab non pas auprès des sinistrés qui venaient d'être profondément endeuillés mais dans la belle Agadir et sa baie magnifique, superbement ensoleillée tout au long de l'année.

Pendant que le très dynamique Ahmed Hajji, wali de la région Souss-Massa et gouverneur de Agadir-Ida Outanane crapahute, lui et ses équipes, dans les villages ravagés des montagnes de Tizi N'test à Taroudant, l'ex-ministre istiglalien du Transport et de l'Équipement se trouvait dans la capitale du Souss. Flanqué d'un collaborateur étranger, un cartable de représentant de commerce à la main, M. Ghellab mettait en avant sa qualité de chef d'un cabinet de conseil et de consulting, qui agit aussi comme société d'investissements, baptisé Massir Invest. Ce qui fait courir ou plutôt coliver notre canard d'un

jour ? La coquette enveloppe de 6,1 milliards de DH consacrée par le gouvernement Akhannouch à la nouvelle feuille de route (gare à la déroute) du tourisme pour la période 2023-2026, pardi ! Les promoteurs de cette stratégie (que l'on espère n'est pas aussi fumeuse que les précédentes), qui a fait l'objet d'une convention-cadre signée en mars 2023, sous les auspices du chef du gouvernement, affichent sur Power Point une magnifique ambition haute en chiffres : 17,5 millions de touristes, 120 milliards de recettes en devises, 80.000 emplois directs et 120.000 indirects. Cette manne extraordinaire suscite évidemment les convoitises d'une flopée d'enseignes du consulting expertes surtout en siphonnage des fonds publics et dont les livrables sont souvent inutiles pour ne pas dire bidon.

Fort de la position de son parti, l'Istiqlal, au sein du pouvoir, Karim Ghellab a déjà pris sa part du gâteau. Quelques millions de dirhams en échange de son précieux conseil pour la mise à niveau touristique d'Agadir où, soit-dit en passant une vingtaine d'hôtels sont



Karim GHellab.

sont toujours fermées : Comment faire pour rendre sa propreté à la plage, améliorer la signalétique touristique de la ville et arracher les touristes à l'ennui qui s'en empare dès leur arrivée dans une cité où une vingtaine d'hôtels sont fermées depuis plusieurs années...

Mythes politiques

Karim Ghellab, sur lequel il ne faut pas compter pour proposer une solution ingénieuse à ce problème épineux, se vante d'être un lauréat de l'École nationale des Ponts et Chaussées.

Vantardise accordée. Mais que vient-il faire dans un secteur qui a ses propres compétences, ses spécialistes et ses opérateurs reconnus ? Agissant en pontes et Chaussés, M. Ghellab fait partie de ceux qui se vivent en génies multi-talents, disposant d'un savoir sur tout et s'estiment de ce fait autorisés à monétiser leur notoriété et compétence en vérité surfaites.

Pour ceux qui ne se laissent pas aveugler par la légèreté et les connivences d'un certain discours

médiatique qui contribue à fabriquer des mythes politiques et gestionnaires connaissent en détail le bilan ministériel de 10 ans de Ghellab à la tête du département du Transport et de l'Équipement (2002-2011).

On lui doit entre autres réussites le naufrage du transport maritime national provoqué par sa réforme troublante qui a curieusement favorisé en le dopant le pavillon étranger. Sans parler de sa gestion sujette à caution du transport aérien dont l'accord de l'Open Sky signé sous son époque n'a pas été favorable à l'émergence de compagnies nationales low cost.

Quant au transport terrestre, notamment de voyageurs, le grand Ghellab n'a pas été tenté d'entreprendre la moindre action (sinon on l'aurait su) en vue de sa modernisation pour le sortir du système archaïque des agréments, les fameuses grimates et ouvrir le secteur à la concurrence sur la base d'un cahier des charges. Circulez, il n'y a rien à voir. Le nouveau Ghellab, recyclé dans le business du copinage politique, sera certainement performant. ▀

Reconstruction des zones sinistrées : Les milliards fusent de partout ...



Le Maigret du CANARD



Sur la route du séisme

Sous les décombres, l'espoir

Le séisme du 8 septembre a fait des dégâts d'inégale intensité dans les zones sinistrées. Alors que certaines habitations et douars se sont complètement effondrés, d'autres situés à proximité ont pu résister à la puissance de la secousse. Ce qui interroge directement la qualité du bâti et la responsabilité des autorités... Choses vues.

ABDELLAH CHANKOU

En venant de Marrakech, le véhicule ralentit à l'approche des panneaux d'intersection qui indiquent la direction à suivre : la route Asni-Taroudant ou Moulay Brahim-Lalla Takerkoust.

Sous un ciel bleu azur qui nous accompagne tout au long de la traversée du Haut Atlas, nous prenons la route Asni-Taroudant, qui débouche sur le magnifique et non moins dangereux col routier de Tizi n'test, perché à plus de 2000 mètres d'altitude, qui donne à voir une nature époustouflante en traversant les massifs du haut-Atlas, riches non seulement en attraits touristiques mais aussi en ressources minières. C'est là, dans le la montagne Tichka précisément, que l'oued Nfis (qui accueille des balades en canoë) dont le cours d'eau mesure 152 km, prend sa source et se jette dans le Tensift après avoir coulé au bas de Tizi N'test en traversant plusieurs vallées verdoyantes.

Commune rurale d'El Haouz touché par le séisme dévastateur du 8 septembre, située au pied du Toubkal à quelque

47 kilomètres de la ville ocre, Asni est le point de départ de superbes excursions et randonnées dans la région. Étape incontournable sur la carte du tourisme national pour les adeptes du dépaysement, Asni qui s'offre aujourd'hui au regard est une localité qui porte les stigmates du tremblement de terre. Les maisons détruites, complètement ou partiellement, défilent sur plusieurs kilomètres. Tout comme les tentes où sont logés les rescapés soignés à proximité du grand hôpital militaire médico-chirurgical sous tentes couleur vert olive déployé à l'entrée de Asni par l'armée au lendemain de la catastrophe naturelle.

Propices au trekking avec ses vues panoramiques et vergers d'oliviers, les belles vallées de Ouirgane, distantes d'à peine 20 minutes de Asni, sont un must des vacanciers qui fréquentent le domaine de la Roseraie ou le Sanglier qui fume. Là aussi, le séisme a frappé fort. Douars en terre détruits, morts par dizaines et des centaines de rescapés en détresse logés dans des tentes. Même images de désolation plus loin à Tagadirt Nbour, Imgdal, Touk El Kheir, localités où les tentes servent d'abris provisoires sous la surveillance d'une escouade de gendarmes et de militaires mobilisés au service des survivants.

Mais c'est à une trentaine de kilomètres de Ouirgane, à Ijoukak, zone prisée par les touristes, que les images de ruines sont considérables. Rares sont les habitations qui ont résisté à la puissance de la secousse qui a fait plus de dégâts à Talat N'Yacoub, commune rurale située quatre kilomètres plus loin. Le centre de cette bourgade avec ses divers bâtiments, hormis la station-service Afrikaia édiflée manifestement selon les normes, réduits à un tas de ruines renvoie une image de fin du monde.

Désolation

Construits sur une terre surélevée qui s'effrite, une rangée de bicoques se sont littéralement affaissées. Malgré ce décor apocalyptique, les survivants gardent le sourire tout en invoquant la volonté de Dieu. Les seuls commerces disponibles par ici, au milieu d'une présence militaire et de protection civile, est un café mobile dont le tenancier et son assistant sont débordés par le nombre de commandes...

Un jeune qui dit avoir perdu sa petite fille dans le sinistre nous aborde pour



Les baraques construites souvent n'importe comment n'ont pas résisté à la force de la secousse...

demandeur de lui acheter du fil électrique pour les besoins de l'éclairage de sa tente. « Nos frères Marocains se sont occupés de tout, puisse Dieu les récompenser, on ne manque de rien », ajoute-il, avec l'air de celui qui refuse de se laisser abattre, sans oublier de nous inviter à partager son petit déjeuner. Cette générosité non feinte, caractéristique des habitants de ce Maroc berbère des trois Atlas, exprimée dans la dignité des gens que rien ne brise,

on la retrouve tout au long de notre circuit. A Tinnel voisin dont le douar est quasiment à terre, excepté la mosquée restée majestueusement debout. Pas l'ancienne éponyme datant du 12^e siècle, située à quelques mètres de là, qui a subi, elle, des dégâts considérables. Tout autour de cet édifice religieux chargé d'histoire par lequel on y accède en empruntant une piste difficilement praticable- une étrangeté pour un monument inestimable qui méritait





Bec et ONGLES



une meilleure valorisation de son environnement - s'affaire une équipe de techniciens dépêchés par le ministère de la Culture pour évaluer les dommages. « Pour le moment, seule la mosquée où ont péri trois personnes la nuit du séisme monopolise l'intérêt des autorités », se désole un homme d'un certain âge qui formule l'espoir que « le douar démoli qui a perdu 12 âmes sera reconstruit ». En attendant, c'est l'habitat sous les tentes pour les rescapés plantées à quelques mètres de la mosquée almohade.

Cap sur Ighil, épice centre du séisme, par le même col de Tizi N'test via un tronçon routier étroit et criblé de virages dangereux. Sinieuse, la route n'est pas assez large pour supporter le passage simultané de deux véhicules roulant en sens inverse. Ce qui impose une extrême prudence aux conducteurs. Il faut donc que l'un marque un arrêt ou recule pour que l'autre puisse passer. Désormais ouverte à la circulation, cette voie n'était accessible plusieurs jours après le séisme qu'aux piétons et aux bêtes de somme en raison des éboulements de rochers qui ont bloqué la circulation routière et retardé par conséquent l'arrivée des aides aux sinistrés. La route n'en reste pas moins périlleuse à cause d'une nuée de pelleteuses et de brise-roches qui œuvrent à son élargissement en s'attaquant aux roches de la montagne. Là aussi, il faut que les engins de chantier, croisés surtout au début des virages, se mettent sur le bas-côté pour frayer un passage aux autres véhicules qui transportent pour la plupart des fournitures humanitaires pour les populations de Ighil et au-delà. A droite de la route non goudronnée par plusieurs endroits, on aperçoit des douars détruits accrochés dangereusement à flanc de montagne. Au milieu de ces paysages de carte postale mués en quelques secondes en images de désolation se dresse, tel un menhir, le minaret d'une mosquée intacte. Signe de Dieu aux hommes ou preuve de la solidité de l'édifice ?

Une voiture coincée au milieu des décombres attire soudainement les regards. Quelques hameaux construits au bord de la route, jalonnée de tentes dressées en contrebas, ne sont plus que des ruines qu'un groupe de jeunes rescapés accroupis contemplant, le regard mélancolique. Cette tragédie est quelque peu contrebalancée par l'apparition dans la foulée du séisme de sources d'eau inattendues dans la commune d'Ighil et d'autres zones jusque-là arides. Dans ce haut-Atlas occidental ravagé par le séisme dont l'onde de choc a fait des dégâts jusque dans des localités de l'anti-Atlas, le sinistre n'a pas seulement fracassé les demeures, brisé des vies et des destins mais il a également dévasté des écosystèmes naturels et décimé des troupeaux. « Nous vivons du peu que nous cultivons et d'un peu d'élevage », lâche un vieillard au dos légèrement courbé rencontré à Douar Aoudif, à Ighil, où un contingent de l'armée et une caravane médicale ont pris leurs quartiers au milieu de plusieurs dizaines de tentes de couleur bleue.

Une fillette et un garçon attirent notre regard. Chacun tire difficilement une bouteille d'eau de 5L qu'ils ont dû ramener de la rivière qui serpente en contrebas. Si dans ces contrées meurtries la vie reprend lentement son cours, elle est devenue plus difficile qu'elle ne l'était avant le séisme. Ici comme ailleurs, les populations de ce Maroc sorti subitement de l'oubli ont tout perdu. Sauf le sourire et l'espoir de lendemains qui chantent... ▀

Abdelaziz Tebboune annonce devant l'ONU que son pays compte dessaler 1,3 milliard de m³ par jour !

Au secours, je me noie dans mes âneries!



Le président algérien Abdelmadjid Tebboune

Je suis un génie flottant

Juste après son son gag lancé devant la dernière Assemblée de l'ONU, le président algérien Abdelmadjid Tebboune, a, tout fier de son annonce amusante, explicité le fond de sa pensée visiblement à sec.

CDevant la tribune de la 78ème Assemblée générale de l'ONU, vous venez de déclarer que l'Algérie produira avant fin 2024 pas moins de 1,7 milliard de m³ d'eau potable par jour grâce au dessalement d'eau de mer... C'est énorme, voire délirant ?

Je sais que sur ce coup j'ai un peu forcé aux yeux des observateurs sur la dose. Mais auriez-vous oublié que l'Algérie qui n'a rien d'autre à proposer au monde est le pays par excellence des énormités et du délire ? Je sais aussi que mon chiffre rigolard, glissé à l'insu de mon plein gré par un ami en ligne avec mon génie flottant, a fait rire sous cape au-delà de l'auditoire de l'assemblée onusienne. Les poissons au fond de l'océan, dans l'antarctique et même la lune... C'est un exploit qui mérite d'être arrosé...

Qu'est ce qui mérite arrosé ? le dessalement de 1,7 milliard de m³ par jour ou votre projet trop salé ?

Les deux, je pense. Après coup je me suis dit que j'aurais pu mouiller davantage le pantalon en lançant que l'Algérie était capable d'organiser même le dessalement des tsunamis.

Mais savez-vous que le volume quotidien que vous avez lancé, soit plus de 400 milliards de m³ par an, est susceptible d'assécher le

plus grand des océans en quelques semaines seulement ?

Ça je l'ai su après la mise en branle de la machine à se moquer de ma clownerie du siècle dans le domaine hydrique s'est mise en branle pour me couler. Mais je reste insubmersible.

Au moins avec vous, le sketch est garanti à chaque fois que vous ouvrez le bec...

C'est ma principale qualité et c'est sur ce plan que je suis inégalable, imbattable.

Ce n'est pas donné à n'importe qui de lancer des choses abra-cadabrantes sur un ton de bonne foi en ayant l'air sincère.

Mais encore ?

Je débite des âneries et je l'assume sans complexes. Dans ce domaine, j'affiche un palmarès très riche comme « Poutine est le bienfaiteur de l'humanité » ou la nécessité pour l'Algérie de promouvoir « le tourisme politique ».

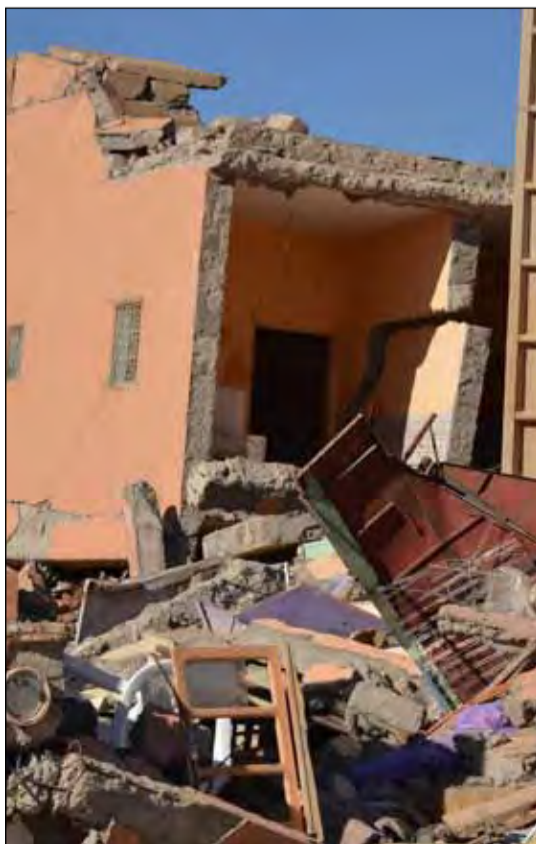
Je formule l'espoir ardent que mes perles figureront en guise de reconnaissance de mon génie flottant dans un bêtisier international sponsorisé par notre vache à lait la Sonatrach. J'ai déjà trouvé le titre : A vos gilets! Les tebbouniades aie, aie ! ▀



Pages en **i**IMAGES



Les images d'un Maroc pauvre et enclavé, au relief difficile, profondément précarisé par les ravages d'un séisme meurtrier...





Pages en **iMAGES**





Le Maigret du CANARD



POiNT DE v UE

Abdeslam Seddiki



.....
**Economiste,
 ancien
 ministre de
 l'Emploi et des
 Affaires sociales.**

La réalisation des ODD relève d'un vœu pieux, c'est le constat qui se dégage d'une récente étude de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) présentée à l'AG de l'ONU. Pour y parvenir, il faudrait mobiliser annuellement d'ici à 2030 la somme de 5000 MM\$, soit un total de 35000 MM \$!

Les Objectifs de développement durable, adoptés par les Nations Unies en 2015, désignés par le vocable « agenda 2030 », portent sur 17 indicateurs allant de l'éradication de la pauvreté et de la faim, à la réduction de la dette, en passant par les services publics essentiels (éducation, santé ...), la réduction des inégalités au sein de chaque pays et entre pays, la lutte contre les changements climatiques etc. Sur l'ensemble de ces indicateurs, les résultats atteints sont décevants et demeurent loin des objectifs de départ. D'après le SG de l'ONU, seuls 15% des objectifs sont en bonne voie. Nombre d'entre eux reculent. Au lieu de ne laisser personne de côté, nous risquons de laisser les ODD de côté ». Et Mr António Guterres de réclamer « un plan de sauvetage mondial ».

Le bilan tel qu'il est dressé dans le rapport de la CNUCED sur les ODD suscite l'inquiétude et interpelle les consciences des responsables politiques et des ultra fortunés de cette planète. Ainsi, une personne sur dix dans le monde

souffre de la faim, et 150 millions d'enfants de moins de 5ans souffrent d'un retard de croissance. Qui plus est, une personne sur trois n'a pas accès régulier à une alimentation adéquate. Dans le même temps, ô paradoxe, près d'un tiers d'aliments produits sont gaspillés dont 17 % le sont au niveau de la consommation. Le monde subit également une dégradation de la faune et de la flore. Il suffit de rappeler que 10 millions d'hectares de forêt sont

détruits chaque année dont 90% sont dus à l'expansion agricole. La vie marine est menacée par le rejet des déchets toxiques : 17 millions de tonnes de plastique sont versés chaque année dans l'océan. Ce chiffre devant doubler ou tripler d'ici à 2040.

Conflits

En matière d'égalité des sexes, il faudrait 40 ans, au rythme actuel, pour que les femmes et les hommes soient représentés sur un pied d'égalité parmi les dirigeants politiques. Par ailleurs, plus d'une femme sur quatre âgée de plus de 15 ans a subi des violences de la part d'un partenaire intime (641 millions) au moins une fois dans sa vie. Pour l'accès à l'eau potable et à l'électricité, la situation est franchement dramatique : pour au moins de 3 MM de personnes, la qualité de l'eau dont elles dépendent n'est pas connue ; plus de 733 millions vivent dans des pays connaissant un stress hydrique. Au rythme actuel, en 2030, 1,6MM de personnes n'auront pas d'eau potable gérée en toute sécurité, 2,8 MM n'auront pas de services d'assainissement gérés de manière sûre, 1,9 MM n'auront pas d'installations de base pour l'hygiène des mains. De même, 680 M de personnes vivront en 2030 sans électricité contre 733 M en 2020. Nous vivons dans un monde où domine l'insécurité et l'extension

des conflits. C'est ainsi qu'un quart de la population mondiale vit dans des pays touchés par des conflits et 100 millions de personnes ont été déplacés de force en 2021. Quant à la migration clandestine, elle provoque la disparition tragique de milliers de personnes par an : près de 7000 personnes ont perdu la vie en 2022 dont plus de la moitié sont partis de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient.

Dans de telles conditions, la réalisation des ODD à l'horizon 2030 relève de l'impossible. Car les moyens pour y parvenir font cruellement défaut. Mobiliser 5000 MM \$ par an, soit 35 000 MM \$ en 7 ans, comme le propose la CNECED constitue une gageure. On ne voit pas par quel moyen y parvenir dans un monde fragmenté et dominé par des tiraillements et des rivalités multiples. Certes, on entend toujours des déclarations pleines de promesses mais rarement suivies d'effet. Les engagements que prennent les grandes puissances pour un transfert de ressources vers les pays en développement et les pays les moins avancés sont rarement respectés. Dans le meilleur des cas, ces « aides » sont distillées au compte-goutte et souvent monnayées en exerçant des pressions sur les pays bénéficiaires. Et c'est là où se situe le nœud du problème. C'est dire que la solution ne peut être que politique. Les approches techniques viendraient en deuxième lieu. C'est dans ce sens, que les pays en voie de développement, plaident pour un nouvel ordre économique international qui rompe avec le néo-colonialisme et la domination du capital financier international. Bien sûr, les pays du Sud sont appelés à revoir leur politique pour mobiliser leurs moyens propres. Même le FMI les y invite à travers une meilleure collecte des impôts comme le suggère le directeur du département des affaires budgétaires de cette institution : « les marchés émergents et les économies en développement ont besoin de 3.000 milliards de dollars par an jusqu'en 2030 pour financer leurs objectifs de développement et la transition climatique ». Ce montant représente environ 7 % du produit intérieur brut (PIB) combiné de ces pays en 2022. D'après le FMI de nombreux pays ont le potentiel d'augmenter leur ratio impôts/PIB jusqu'à 9 points de pourcentage. Les dirigeants de ces pays sont-ils prêts à accomplir cette révolution ? ▶

A mi-chemin de l'Agenda 2030, les résultats sont décevants

UN GROUPE D'INTERNUTES RÉCLAME L'INSTAURATION DES VISAS AUX RESSORTISSANTS FRANÇAIS

Tu crois que ça va se faire ?

Tu parles ! Et qui va remplir nos très chers hôtels?



Boudali



L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE REGARD

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma



Le MiGRATEUR



La France perd le Niger

Après le Burkina Faso, le Mali et la Centrafrique, c'est au tour du Niger de chasser les soldats français stationnés dans ce pays du Sahel. Le président français en a fait l'annonce officiellement. Un coup dur pour la diplomatie française dont la perte d'influence sur le continent se poursuit.

Contrainte et forcée, la France va finalement quitter le Niger avec armes après avoir assuré au cours de ces derniers mois par la voix de son président Emmanuel Macron qu'il n'allait pas céder aux putschistes. Toute honte bue, le même Macron a fini par annoncer dimanche soir 21 septembre lors d'un entretien télévisé sur TF1 le retour à Paris de l'ambassadeur accrédité à Niamey et pris en otage par le nouveau pouvoir ainsi que le retrait du Niger des forces françaises « d'ici la fin de l'année » en concertation avec le nouveau régime parce que « nous voulons que cela se passe dans le calme ». Le retrait français du Niger était inscrit dans l'ordre des choses depuis le coup d'État qui a installé les relations entre les

deux pays dans une crise très palpable, surtout que la France a condamné le putsch et appelé au retour immédiat de Mohamed Bazoum à la tête du pays. Peine perdue. Malgré les menaces de la Cedeao d'intervenir militairement dans le pays pour rétablir l'ordre constitutionnel, les putschistes ont tenu bon, décidés à ne pas rendre les clés du pouvoir, du moins dans l'immédiat.

Le retrait du Niger concerne environ 1.500 soldats et aviateurs stationnés officiellement dans ce pays sahélien au nom de la lutte anti-terroriste. Ces troupes sont déployées sur la base aérienne projetée de Niamey ainsi qu'à Ouallam et Ayorou, aux côtés des Nigériens, dans la zone dite des trois frontières entre le Niger, le Burkina



La présence militaire française n'est plus acceptée par les pays du Sahel...

Faso et le Mali. Ce nouveau retrait est un coup dur pour la diplomatie française après le départ sous la pression du Burkina Faso, de la Centrafrique et du Mali. Quid des autres contingents étrangers, américains et européens, présents sur place ? Or, Washington, qui compte quelque 1 100 militaires répartis entre la base aérienne projetée 101 à Niamey et 201, à Agadez, a adopté une

position plus conciliante vis-à-vis des putschistes, tout en appelant au retour de l'ordre constitutionnel.

Désormais, la France ne compte plus que cinq bases en Afrique: Sénégal, Côte d'Ivoire, Tchad, Gabon et Djibouti. Les autorités françaises vivent dans la crainte que ces pays ne soient tentés à leur tour de prendre leurs distances avec l'ancien colonisateur. ▀

L'ex-président italien tire sa révérence



Feu Giorgio Napolitano.

Giorgio Napolitano, ancien chef de l'État italien de 2006 à 2015, est décédé vendredi 22 septembre à l'âge de 98 ans.

Ancien résistant communiste, européen convaincu, il restera ancré dans la mémoire collective de l'Italie comme l'un des plus brillants pères de la patrie et l'un des présidents les plus populaires. Né à Naples sous Mussolini le 29 juin 1925, apprécié pour sa modération, sa prudence et son sens de l'État, celui qu'on surnomma le roi Giorgio, ou le prince rouge restera dans la mémoire collective italienne comme l'un des plus brillants pères de la patrie et l'un des présidents de la République les plus populaires (de 2006 à 2015) dans une Italie aux exécutifs chroniquement instables.

Le magazine Jeune Afrique interdit au Burkina Faso

Le Burkina Faso a annoncé lundi 25 septembre la suspension de « tous les supports de diffusion » du média Jeune Afrique, qui compte un journal papier et un site Internet, après la parution d'articles faisant état de tension au sein de l'armée burkinabé.

Le « gouvernement de transition » a « décidé en toute responsabilité de la suspension jusqu'à nouvel ordre de tous les supports de diffusion de Jeune Afrique au Burkina Faso à compter de ce lundi 25 septembre », a écrit le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication, Rimtalba Jean Emmanuel Ouédraogo.

Le gouvernement justifie sa décision par la diffusion d'« un nouvel article mensonger sur le site du journal Jeune Afrique, intitulé: « Au Burkina Faso, toujours des tensions au sein de l'armée » et publié ce lundi. « Cette publication fait suite à un article précédent dudit jour-



nal sur le même site », publié jeudi, « dans lequel Jeune Afrique alléguait qu'« Au Burkina Faso, la grogne monte dans les casernes » », ajoute le ministre.

Régissant à cette mesure, le magazine fondé par feu Béchir Ben Yahmed dénonce « une atteinte de plus à la liberté d'information dans un pays, celui de Norbert Zongo, qui fut longtemps cité comme un pionnier en la matière ».

Ce n'est pas la première fois que le pouvoir burkinabé recourt à la censure de la presse française. En juin, les autorités avaient annoncé la suspension de la chaîne française LCI pendant trois mois, après avoir expulsé les correspondants des quotidiens français Libération et Le Monde en avril.

Fin mars, elles avaient ordonné la suspension sine die de la chaîne de télévision France 24, après avoir sus-

le Canard Libéré

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar
Abdelkarim Chankou
Saliha Toumiet Ahmed Zoubair

CORRESPONDANT EN FRANCE
ET EN EUROPE

Samir Berhil

CARICATURES

Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine
Chaimaa El Omari Naib

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416

pendu en décembre 2022 Radio France Internationale (RFI), médias publics français accusés d'avoir relayé des messages de chefs jihadistes. Le Burkina avait également suspendu en août, pendant un mois, une radio nationale accusée d'avoir interviewé un opposant au régime militaire nigérien. ▀



Can'Art et CULTURE



Visa For Music et le groupe Cineatlas solidaires des victimes du séisme

La 10ème édition de Visa For Music aura lieu du 22 au 25 novembre au théâtre Mohammed V et au cinéma Renaissance de Rabat. Dans un communiqué, les organisateurs de ce festival qui célèbre la musique d'Afrique et du Moyen-Orient ont décidé de verser en signe de solidarité avec les victimes du séisme qui a frappé durement le Maroc l'intégralité des recettes de l'évènement au Fonds spécial pour la gestion des effets du trem-



blement de terre. Sur la plateforme de billetterie Guichet.com, le full pass pour les quatre jours de la manifestation affiche

400 dirhams. Visa For Music réunit non seulement les professionnels et les amoureux de la musique, mais propose également

un menu riche en conférences, ateliers, rencontres, forum et des rendez-vous professionnels. Pour sa part, depuis le mercredi 27 septembre et sur une période de deux semaines, le groupe Cineatlas organise des projections spéciales du film «Orchestre de minuit» du réalisateur Jérôme Cohen Olivar. Les projections se déroulent les mardis, mercredis, vendredis et dimanches à 21H30 au Cineatlas Colisée de Rabat et à 22h30 au Cineatlas Corniche d'El Jadida.

Cineatlas informe le public que ces séances spéciales sont consacrées aux victimes du séisme du 8 septembre et que toutes les recettes seront versées au Fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre ayant touché la région d'El Haouz et Taroudant. «Soutenons les victimes de cette tragédie par un simple geste», est le mot d'ordre des promoteurs du groupe fondé et dirigé par le distributeur français Pierre François Bernet.

L'Institut Groupe CDG organise un webinaire sous le thème « Piloter efficacement les territoires »

La réorganisation des pouvoirs entre les collectivités territoriales et l'administration centrale, à la faveur des différentes réformes territoriales engagées, appelle une nouvelle dynamique de coordination et à une convergence forte entre les nombreux acteurs du développement territorial. Le récent séisme qui a frappé plusieurs provinces du Haut Atlas nous a, malheureusement, rappelé l'urgence qui s'attache à ces enjeux.

Dès lors, qu'est-ce qui fait le succès de la gouvernance et du pilotage des territoires ? Comment rendre les politiques territoriales efficaces ?

Pour débattre de ces questions et déterminer les enjeux et les facteurs qui participent ou facilitent la concrétisation des politiques publiques au niveau territorial l'Institut Groupe CDG a réuni, le 22 septembre, lors de son premier webinaire du cycle « Regards vers le futur » pour l'année 2023, un panel d'experts et de praticiens sous le thème « piloter efficacement les territoires » : Karim Achengli, Président du Conseil de la région Souss-Massa Marouane Abdelati, Directeur du Pôle Relations avec les Territoires au sein de la Caisse de Dépôt et de Gestion

Driss Essaouabi, Directeur Général de la Société d'Aménagement Zenata

Tariq Akdim, Président du Logos, économiste et expert en politique territoriale de développement

Consacré par le texte constitutionnel de 2011 puis par les lois organiques régissant les collectivités territoriales de 2015 et, enfin, par le nouveau modèle de développement, le territoire, dans son acceptation locale, est devenu un élément récurrent à toutes les réflexions liées au développement socio-économique de notre pays, inaugurant « une entrée dans l'ère des territoires » selon la formule de M. Akdim.

Cette ère est l'aboutissement des avancées institutionnelles opérées par le Maroc depuis les années 1990, comme l'a rappelé M. Achengli, en se dotant successivement de la Charte Nationale de l'Aménagement du Territoire et du Schéma National d'Aménagement du Territoire, lesquels se déclinent au niveau local par les Schéma Régionaux d'Aménagement du Territoire et les Plans de Développement Régionaux.

L'ensemble de ces documents stratégiques qui sous-tendent la territorialisation des politiques publiques, place les collectivités territoriales dans une quête permanente de l'efficacité des politiques publiques et de l'organisation de leur espace géographique.

Ce faisant, la réalité actuelle des territoires soulève de nombreux défis. Leur développement pâtit de la multiplicité des acteurs institutionnels aux niveaux local et central, rendant le travail de coordination plus complexe alors même que l'espace temporel accordé aux autorités élues est très court, soit un mandat de six ans. Ce développement est, également, entravé par le manque de ressources humaines, de compétences et de management stratégique pour prendre en charge les projets de territoires.

À la lumière des échanges, un certain nombre d'enseignements ont pu émerger. La territorialisation des politiques publiques passe nécessairement par une connaissance la plus précise et la plus juste possible du territoire administré. En plus de cette connaissance, M. Abdelati a mis en évidence, l'importance « d'éléments immatériels » qui se révèlent à travers la volonté des acteurs à s'assurer que les projets puissent produire les résultats souhaités. Les acteurs impliqués dans le développement des territoires doivent se doter d'outils qui permettent une évaluation régulière des projets pour répondre à un besoin d'adaptation ou d'agilité devant les mutations rapides que connaît notre temps. Enfin, M. Essaouabi a rappelé l'intérêt du recours aux sociétés d'aménagement pour combler « les lacunes conjoncturelles » des collectivités et les assister jusqu'à leur autonomie complète.

Face à l'accélération des évolutions en cours, de la fréquence des catastrophes naturelles ou encore du changement climatique, il apparaît indispensable de renforcer la résilience des territoires pour leur redonner confiance. Une institution telle que la Caisse de Dépôt et de Gestion fait partie des acteurs importants qui peuvent contribuer au soutien, au pilotage et à la mise en œuvre rapide des projets de développement. En conclusion, M. Achengli, en tant qu' élu, a appelé à faire des notions de convergence, stratégie et synergie de véritables leviers pour que la politique serve le développement durable.

فهاذ عيد المولد نتلاقاو فمراكش



المكتب
الوطني
الغربي
للسياحة



المغرب
نتلاقاو فبلادنا